



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRÊTÉ N° 109 -DDPP-12
PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

SOCIETE PARET FORGES – DERVAUX DISTRIBUTION
14 RUE DE L'INDUSTRIE
42390 VILLARS

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU les articles L.511-1 et L.512-6.1 du Code de l'Environnement ;
VU les articles R.512-39-3 et R.512-39-5 du Code de l'Environnement ;
VU la déclaration de cessation d'activité en date du 1^{er} décembre 2001 ;
VU les courriers de la DRIRE en date du 5 février 2001 et du 21 mars 2001, demandant à l'exploitant de compléter sa déclaration par un justificatif de l'état des sols ;
VU le rapport établi le 19 octobre 2009 par la société TAUW France, mettant en évidence une pollution des sols ;
VU le dossier de mise en sécurité du site transmis le 27 janvier 2011 par la société DERVAUX DISTRIBUTION ;
VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 18 janvier 2012 ;
VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 6 février 2012 ;
VU les observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis par courrier ;

CONSIDÉRANT que la procédure de cessation d'activité n'a pas été menée à son terme ;
CONSIDÉRANT que l'article R.512-39-5 du Code de l'Environnement permet au préfet d'imposer à tout moment à l'exploitant les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1, en prenant en compte un usage du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La société DERVAUX DISTRIBUTION dont le siège social se trouve 13, rue Claude Bruyas à SAINT- MARTIN LA PLAINE est tenue de se conformer au présent arrêté pour la cessation définitive des activités qu'elle exerçait sur le site du 14 rue de l'industrie à VILLARS.

ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DE L'IMPACT

Article 2.1 – Sur le site : État des lieux et diagnostic

Afin d'identifier l'impact éventuel de la pollution constatée sur les milieux, la société DERVAUX Distribution réalisera avec l'aide d'un organisme qualifié, une étude comprenant à minima les éléments suivants :

- une analyse historique du site permettant d'identifier les activités passées susceptibles d'être à l'origine de la pollution ;
- une étude de la vulnérabilité de l'environnement sur la base :
 - o des éléments issus d'une visite des lieux et de ses environs immédiats
 - o des paramètres conditionnant les modes de transfert des polluants
- un diagnostic des milieux (sols, eaux souterraines, superficielles et air si nécessaire). Ce diagnostic permettra notamment de circonscrire les différentes pollutions constatées.

Les résultats seront représentés sous forme de schémas conceptuels, le but étant de cerner les enjeux importants à protéger.

Ils seront comparés :

- pour les sols d'une part, au fond géochimique naturel local ou à l'état initial de l'environnement
- pour les autres milieux, d'autre part, à des valeurs guides nationales ou internationales reconnues telles que celles définies dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 susvisé.

Cette étude doit ainsi permettre d'élaborer un bilan de l'état des milieux, et doit inclure l'identification et la caractérisation des sources de pollution identifiées, la mesure de l'extension de la pollution dans les milieux de transfert et d'exposition, et la compréhension des mécanismes de transfert des polluants vers et dans ces milieux.

ARTICLE 3 – MESURES DE GESTION

Article 3.1 – Mémoire de réhabilitation du site

A l'issue du diagnostic du site et de la caractérisation de l'état des milieux, un mémoire de réhabilitation sera proposé en prenant en compte un usage futur identique à la dernière période d'exploitation

Un schéma conceptuel sera réalisé, le but étant de cerner les enjeux importants à protéger, en prenant en compte les pollutions mises en évidence à l'issue du diagnostic ainsi que les milieux de transfert.

Le mémoire de réhabilitation sera établi sur la base d'un bilan coûts-avantages en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, excavations, mesures de constructions actives ou passives, confinement, restrictions d'usage, etc.).

Ce bilan devra permettre d'atteindre le meilleur niveau de protection de l'environnement, humain et naturel, à un coût raisonnable, en prenant en compte un usage du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation, tout en assurant la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Les coûts devront notamment considérer les durées de traitement.

Article 3.2 – Analyse des risques résiduels (ARR) au droit du site

Si, par des mesures de gestion à un coût raisonnable, il ne peut être supprimé tout contact entre les pollutions et les personnes, l'exploitant devra réaliser une analyse des risques résiduels.

Les calculs de risque seront réalisés à partir des concentrations résiduelles fixées dans le mémoire de réhabilitation.

Pour cela, on procédera à l'additivité des risques pour les substances à seuil ayant le même effet sanitaire sur le même organe cible et les risques seront additionnés pour les substances ayant des effets sans seuil de dose.

Le résultat de cette analyse de risques résiduels devra garantir la compatibilité de l'état des milieux avec un usage du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation. Le cas échéant, les mesures de gestion seront révisées jusqu'à l'obtention d'une exposition résiduelle acceptable.

A l'issue des étapes précédentes, l'exploitant s'assurera, le cas échéant, des éventuelles mesures de surveillance environnementale à maintenir visant à évaluer l'efficacité des mesures de gestion retenues.

ARTICLE 4 – ÉCHÉANCIER AVANT TRAVAUX

Les prescriptions du présent arrêté devront respecter l'échéancier ci-dessous, à compter de sa notification :

- communication du diagnostic et de la caractérisation de l'état des milieux à l'inspection des installations classées : 3 mois
- communication des mesures de gestion : 6 mois
- réalisation le cas échéant des mesures de gestion : 15 mois

ARTICLE 5 – FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

ARTICLE 7.- AFFICHAGE

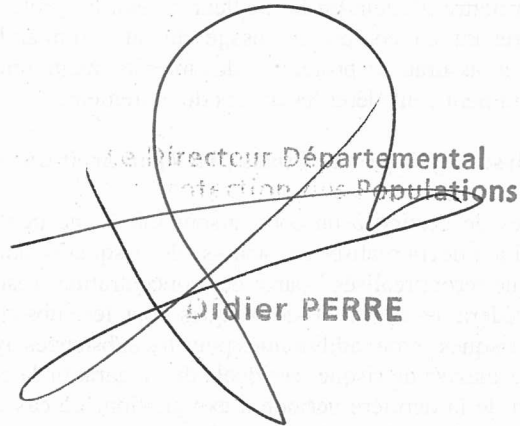
Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon lisible, dans l'établissement, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 8.- APPLICATION

Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le maire de VILLARS, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en Mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance.

Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la Mairie, il sera dressé procès verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à ST-ETIENNE, le 14 MAR. 2012

Le Directeur Départemental
Protection des Populations

Didier PERRE

Copie adressée à :

- Société DERVAUX DISTRIBUTION
13, rue Claude Bruyas
42800 ST-MARTIN LA PLAINE
- Monsieur le maire de VILLARS
- Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – UT Loire - Inspection des installations classées
- Archives
- Chrono